

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 22 (2022)

Faits saillants

- ❖ Vietnam: S&P relève la notation pays de BB à BB+
- Thaïlande: amélioration de la production manufacturière
- Indonésie: modification de la loi omnibus



52,3

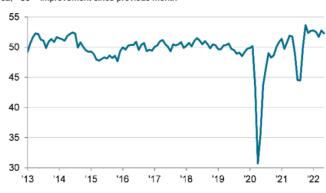
L'indice PMI en mai dans l'ASEAN, , reflétant le niveau de confiance des entreprises dans le secteur manufacturier

Région

Ralentissement de l'indice PMI en mai dans l'ASEAN

L'indice PMI, reflétant le niveau de confiance entreprises dans le manufacturier, s'est établi à 52,3 en mai, après 52,8 en avril, en lien avec le ralentissement de la production et des nouvelles commandes, compensé en partie l'augmentation des stocks préproduction. L'indice reste dans le « vert » pour le 8ème mois consécutif, au-dessus du de 50 séparant seuil expansion contraction de l'activité. L'indice marque un ralentissement dans 4 pays, dont Singapour qui affiche un PMI en baisse à 57,3 (contre en avril), les Philippines l'Indonésie (50,8) et la Malaisie (50,1). Il reste

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI sa. >50 = improvement since previous month

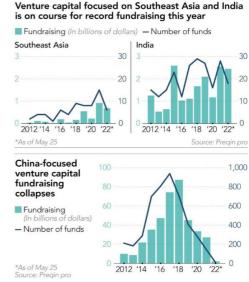


Source: S&P Global.

en progression dans les autres pays de l'ASEAN couverts par l'enquête, à savoir la Thaïlande (51,9) et le Vietnam (54,7). L'indice PMI de la Birmanie enregistre une contraction à 49,9. Dans l'ensemble, les conditions commerciales dans la région continuent de s'améliorer bien qu'à un rythme plus lent. Les tensions sur les chaînes d'approvisionnement et les pressions inflationnistes demeurent toutefois des risques pour le secteur manufacturier de l'ASEAN selon S&P Global.

Capital-risque: levées de fonds records pour l'Asie du Sud-Est et l'Inde

Les fonds de capital-risque axés sur l'Asie du Sud-Est et l'Inde ont levé 3,1 Mds USD en 2022, approchant les 3,5 Mds USD levés au cours de l'année 2021, selon les données de Preqin. La collecte de fonds par les sociétés de capital-risque axées sur la Chine a quant à elle chuté, passant de 27,2 Mds USD de dollars en 2021 à 2,1 Mds USD en 2022. L'Asie du Sud-Est et l'Inde sont devenues des marchés attractifs en raison des incertitudes liées à l'économie chinoise et de la croissance rapide des startups dans les deux régions ces dernières années, qu'illustrent notamment la société indienne de livraison de nourriture Zomato et l'application singapourienne Grab. L'expansion des VC axés sur l'Asie du Sud-Est et l'Inde s'opère en parallèle d'une réduction de l'activité de plus grands acteurs, notamment SoftBank, qui gère le Vision Fund de 98,6 Mds USD et le Vision Fund 2 de 56 Mds USD, et qui a annoncé réduire ses



investissements de moitié ou plus après avoir enregistré une perte trimestrielle record.

Eurazeo lance un fonds de 215 M USD dédié au secteur de l'Assurtech ciblant aux deux tiers l'Asie du Sud-Est

Eurazeo crée un fonds de 200 M EUR (215 M USD) ciblant les startups qui développent des technologies liées au secteur de l'assurance, en phase de croissance. Les deux-tiers du fonds seront dédiés à des investissements d'environ 10 à 20 M USD en Asie du Sud-Est, les fonds restants seront dédiés à l'Inde et d'autres marchés. 65 M USD ont déjà été investis dans la startup indonésienne Qoala, une application qui propose des produits d'assurance pour les smartphones, les motos et d'autres articles. Cette étape s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'expansion du groupe hors d'Europe.

Indonésie

Le Parlement indonésien modifie sa loi d'élaboration des lois et règlements afin de donner un cadre légal à la loi omnibus portant création d'emplois

La Cour constitutionnelle avait jugé le 25 novembre 2021 que la loi portant création d'emplois, dite loi omnibus, était non constitutionnelle et avait mis en demeure le gouvernement de la modifier dans un délai de deux ans, sous peine d'annulation définitive. Cette loi omnibus vise à flexibiliser le marché du travail et réduire les lourdeurs bureaucratiques pour attirer davantage d'investissements étrangers. Le Parlement indonésien a approuvé la révision de la loi d'élaboration des lois et règlements. Il s'agit de mettre en place un cadre juridique standard pour la formation des lois en utilisant la «méthode omnibus», qui était étrangère au système juridique du pays. Cependant, il semblerait que cette modification ne soit qu'une première étape. La loi n'est pas rétroactive et imposerait donc un nouveau vote pour la loi omnibus. Certains juristes estiment, par ailleurs, que la loi omnibus devrait faire l'objet de modifications pour répondre à la Cour constitutionnelle, notamment quant au manque de participation du public et de prise en compte de l'opinion publique.

Début des discussions parlementaires pour le budget 2023, retour à un déficit inférieur à 3%

Le ministre des Finances a soumis lundi un projet de budget de l'État pour 2023 à la commission du budget du Parlement indonésien. Dans ce document, le gouvernement aurait ramené le déficit budgétaire au niveau pré-pandémique compris entre 2,71 et 2,97% du PIB en maintenant ses dépenses totales en dessous de 207,24 Mds USD. Sur les dépenses totales en 2023, entre 117 Mds USD et 149 Mds USD seraient mobilisés par le gouvernement central, et près de 55 Mds USD seraient transférés aux gouvernements locaux et aux villages. Le ministre a déclaré que le gouvernement allouerait toujours une grande partie de son budget dans le domaine social pour 29 Mds USD. Le budget de développement des infrastructures du gouvernement restera élevé, entre 18 Mds USD et 29 Mds USD, dont un montant de 1,9 Md USD à 2,1 Mds USD pour la nouvelle capitale, Nusantara. Le cadrage macroéconomique du projet de budget se fonde sur une croissance de 4,7 à 5,5%, une inflation de 2 à 4%, un taux de change d'1 USD pour 14.400 -14.800 roupies. La dette publique serait de 40,6-42,4% du PIB. Il a indiqué à la commission du budget que le gouvernement continuerait à diminuer le déficit budgétaire jusqu'en 2025 pour assainir les finances de l'État. Le déficit budgétaire devrait tomber dans une fourchette comprise entre 2,69 % et 2,85 % en 2024 et entre 2,60 et 2,74 % en 2025. Pour mémoire, la loi n°2/2020 sur les finances de l'État et la stabilité du système financier, adoptée au début de la pandémie de COVID-19, autorise le gouvernement à déroger à la règle de limite budgétaire de déficit de 3% du PIB jusqu'en 2022.

L'inflation continue de croître avec une légère accélération en mai

L'inflation a été de 3,6% en g.a en mai contre 3,5% en avril. Les augmentations significatives portent sur l'huile de cuisson, la viande, les œufs, le poisson frais, ainsi que les transports (4,8% en ga en mai), en particulier le transport aérien. L'inflation se rapproche de la borne supérieure de la cible d'inflation de 2-4%, alors que la moyenne au T1 2022 était de 2,3% et celle du T4 2021 de 1,8%. Parallèlement, l'inflation sous-jacente est restée à un niveau élevé à 2,6% en mai, contre 1,4% en ga au T4 2021 et 2,1% en g.a au T1 2022.



Malaisie

Début de détente pour le recrutement de main d'œuvre

Les difficultés de recrutement ont été accentuées par la fermeture des frontières liée à la crise sanitaire. Pour autant, le durcissement de l'immigration était déjà largement à l'œuvre début 2020. Le fonctionnement de secteurs entiers de l'économie malaisienne – manufacturier, touristique, agricole et de la construction – repose pourtant sur cette main d'œuvre étrangère. L'annonce du recrutement de 32.000 travailleurs pour les plantations d'huile de palme n'a pas calmé les craintes lorsqu'on sait qu'il en faudrait 200.000. Et la signature, en marge de la récente visite du Premier ministre malaisien à Tokyo, d'un accord de coopération pour l'envoi de 1.000 travailleurs qualifiés de l'électronique pour 1 an au Japon a été très critiquée.

Amélioration de la situation économique mais risques plus élevés

Les chiffres d'avril confirment une progression du commerce extérieur, soutien fort à la croissance économique malaisienne. Les exportations ont ainsi progressé de 20,7% en rythme annuel et le commerce total de 21,3% avec un excédent qui reste confortable (23,6 Mds MYR soit 5,4 Mds USD). Dans le même temps, l'inflation reste élevée (2,1% en rythme annuel, malgré les importantes subventions aux carburants) et la production industrielle se modère (l'indice PMI a reculé de 51,6 en avril à 50,1 en mai, signe que la confiance s'effrite un peu). Et la protection contre l'inflation importée connaîtra les limites des capacités budgétaires, même si la Malaisie, en tant qu'exportatrice nette d'hydrocarbures et de produits agricoles, est en meilleure position que ses voisins.

Vers une réinstauration de la taxe générale sur les ventes (GST)?

Promesse électorale, la taxe générale sur les ventes (GST) avait été supprimée à l'été 2018... pour être remplacée par une taxe sur les services et les vente (SST). Toutefois, outre son moindre produit, cette SST est un impôt daté (1972), produisant de nombreux effets économiques négatifs (peu lisible, inégalitaire, difficile à gérer...). Le ministre des Finances évoque régulièrement un retour de la GST, mais pas avant le retour de la croissance économique. Le sujet est à nouveau à l'ordre du jour. Cette réinstauration correspond à un besoin d'augmentation des recettes fiscales comme de simplification de l'impôt. Et si les entreprises et les fédérations y sont favorables, il faudra néanmoins le faire accepter politiquement... sans doute après les prochaines élections législatives (qui doivent se tenir en mai 2023 au plus tard).

Singapour

Singapour lance une plateforme de partage de données commerciales

La ministre des Communications et de l'Information et ministre en charge de la Smart Nation et de la Cybersécurité a annoncé lors du salon Asia Tech x Singapour 2022, le 1er juin, le lancement du *Singapore Trade Data Exchange* (SGTraDex). Il s'agit d'une base de données numériques qui vise à lutter contre les déficiences des chaînes d'approvisionnement en connectant les partenaires des chaînes régionales et mondiales via une infrastructure de données commune. Parmi les participants figurent les 3 banques singapouriennes DBS, OCBC et UOB, ainsi que PSA, Jurong Port, le négociant en matières premières Trafigura et les sociétés énergétiques ExxonMobil Asia Pacific et Chevron. À partir de 3 cas d'utilisation initiaux, SGTraDex devrait représenter plus de 100 M SGD (72,7 M USD) pour les participants d'ici 2026 via des économies de coûts grâce à une efficacité et une productivité améliorées, une utilisation optimale des actifs et un accès plus rapide aux financements.

Visite du ministre du Commerce et de l'Industrie singapourien en Indonésie

Lors de sa visite à Jakarta du 29 au 31 mai, le ministre du Commerce et de l'Industrie singapourien, Gan Kim Yong, a réaffirmé la solidité des relations économiques bilatérales et la volonté de renforcer les opportunités de coopération avec l'Indonésie. Selon le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI), l'Indonésie est le sixième partenaire commercial de Singapour. Singapour est la principale source d'investissement direct étranger (IDE) entrant en Indonésie depuis 2014. En 2021, la valeur totale des investissements originaires de Singapour en Indonésie s'élevait à 12,8 Mds SGD (9,3 Mds USD). Les deux pays ont exprimé leur intérêt pour approfondir la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie, du développement des infrastructures et de l'économie numérique.

Légère baisse de l'espérance de vie en 2021

Selon une enquête de Singstat, l'espérance de vie à la naissance des résidents de Singapour était de 83,5 ans en 2021, soit une diminution de 0,2 an par rapport à 83,7 ans en 2019. Il s'agit de la première baisse de l'espérance de vie à la naissance depuis 1957. L'espérance de vie des femmes reste de 85,9 ans, celle des hommes a diminué de 0,3 an à 81,1 ans en 2021, contre 81,4 ans en 2019. Les baisses observées en 2020 et 2021 par rapport à 2019 résultent de taux de mortalité plus élevés dus à la pandémie de COVID-19.

Vietnam

S&P relève la note de crédit à long terme du Vietnam à BB+ perspective stable

L'Agence de notation de crédit S&P a relevé le 26 mai la note de crédit à long terme du Vietnam de BB avec perspective positive à BB+ perspective stable. La notation de S&P reflète la reprise solide dans le contexte de levée par le gouvernement des restrictions liées au Covid, d'amélioration du taux de couverture vaccinale et des procédures administratives et d'attractivité confirmée du Vietnam à l'égard des investisseurs internationaux. S&P prévoit également une croissance du PIB du Vietnam en 2022 d'environ 6,9% avec une tendance à long terme de 6,5% à 7% à partir de 2023.

Résultats économiques sur les cinq premiers mois de 2022

L'indice de la production industrielle (IPI) a enregistré une croissance de 8,3% de Janvier à Mai en glissement annuel (g.a.). Les ventes de détail de marchandises et de services ont augmenté de 9,7% dans le même temps. Les échanges extérieurs restent toujours dynamiques avec une hausse des exportations de 16,3% en g.a. et des importations de 14,9%. L'inflation du mois de mai, malgré l'augmentation du prix des marchandises et des services, reste limitée à à 2,9% en g.a. après 2,6% en avril. Les IDE entrants ont atteint 11,7 Mds USD sur 5 mois, en baisse de 16,3% par rapport à la même période de 2021.

Vietnam Airlines cède 35% de sa participation dans Cambodia Angkor Air

Vietnam Airlines a annoncé avoir cédé 35% de sa participation dans Cambodia Angkor Air pour 35 M USD et prévoit de céder ses parts restantes (14%) dans le courant de l'année. Cambodia Angkor Air, créée en 2009, est une coentreprise entre le gouvernement cambodgien et la compagnie Vietnam Airlines, dont cette dernière détenait 49% des parts. Par ailleurs, Vietnam Airlines a annoncé avoir enregistré une perte nette d'environ 114 M USD au cours des trois premiers mois de 2022, ce qui constitue le 9ème trimestre consécutif de perte. Cette situation pourrait théoriquement conduire à la radiation de cette valeur du marché boursier d'ici la fin de l'année 2022, si les pertes cumulées dépassent le capital social de la compagnie (963 M USD). Elles étaient supérieures à 1 Md USD fin 2021.

Thailande

Légère chute du rang de la Thaïlande en matière de tourisme

La Thaïlande a perdu une place au classement de l'indice de développement du tourisme et des voyages établi par le Forum Economique Mondial, passant ainsi du 35ème au 36ème rang alors que d'autres pays voisins comme l'Indonésie et le Vietnam ont vu leur position s'améliorer. La Thaïlande ne se place ainsi qu'au 92ème rang sur les questions de sûreté et de sécurité avec une note inférieure à la moyenne de l'ASEAN (4,3 contre 5,4) tandis qu'en matière de soutien politique au tourisme, le pays recule à la 88ème place en raison du manque de priorité accordée au secteur durant la crise sanitaire alors que celui-ci représentait 18% du PIB en 2019. Selon la Présidente de l'association des hôtels thaïlandais, la

dégradation du classement de la Thaïlande s'explique en partie par un cadre juridique daté et mal appliqué, à l'image de la loi actuelle sur les hôtels (« Hotel act ») qui empêche les établissements de petite et moyenne taille de s'enregistrer adéquatement auprès des autorités, entraînant un manque de conformité aux règles de sécurité et environnementales par ces mêmes établissements. En outre, les opérateurs touristiques n'auraient que peu bénéficié des aides d'Etat annoncées durant les deux dernières années, aggravant les difficultés du secteur.

Meilleurs résultats économiques en avril

Grâce notamment à l'assouplissement récent des règles d'entrée sur le territoire, les performances de l'économie thaïlandaise se sont améliorées au mois d'avril selon la Bank of Thailand. Le nombre d'arrivées de touristes étrangers s'est élevé à 293 350 contre 210 836 en mars, portant ainsi le nombre total de touristes accueillis depuis le début de l'année à 791 000. Ces meilleurs résultats touristiques ont permis de stimuler les activités de services, l'indice de production dans les services augmentant de + 11,9%, contre + 2,9% le mois précédent, ainsi que la consommation privée qui s'accroît de + 8,1% au mois d'avril (après de +0,8% en mars). Les exportations ont continué de croître bien qu'à un rythme moins soutenu qu'en mars (+10% contre + 19% en mars) tandis que la production industrielle reste encore amorphe, n'augmentant que de +0,6% après seulement + 0,4% en mars. Pour l'année restante, la Banque centrale s'inquiète en particulier des effets des pressions inflationnistes (+ 4,6% en avril) qui contraignent la consommation domestique et, dès lors, l'intensité de la reprise économique.

Philippines

L'activité du secteur manufacturier philippin s'accroît depuis le mois de février

L'indicateur des directeurs d'achat (indice PMI) de l'industrie manufacturière philippine est en expansion depuis le mois de février. Le dernier rapport mensuel du S&P Global évaluait l'indice PMI des Philippines à 54,1 en mai 2022, reflétant une expansion du secteur manufacturier depuis février 2022, malgré une légère baisse de l'indice entre le mois d'avril et de mai. L'indice PMI s'élevait à 52,8 en février, 53,2 en mars et 54,3 en avril. Le pays reste néanmoins le 2ème pays de l'ASEAN derrière le Vietnam avec la plus forte croissance dans ce secteur. Celle-ci est notamment portée par une augmentation du nombre de travailleurs employés dans l'industrie manufacturière. Néanmoins, selon S&P Global, la demande étrangère pour les produits philippins est en contraction en raison des répercussions économiques et commerciales des mesures de confinement en Chine.

Amélioration des perspectives du système bancaire philippin

Fitch Ratings a revu ses perspectives sur le système bancaire philippin de « négatif » à « stable » afin de prendre en compte l'impact attendu de la remontée des taux directeurs de la banque centrale des Philippines (+25pdb en mai 2022), et de la croissance de la demande en crédit en lien avec la reprise économique. L'agence justifie sa perception limitée du risque par la capacité de l'Etat à soutenir le système bancaire en cas d'instabilité. Fitch Ratings maintient néanmoins son appréciation négative du risque de crédit des principales banques commerciales philippines. Celles-ci bénéficient actuellement d'une dynamique d'accélération de la croissance du crédit (+10,1% en g.a. en avril 2022, contre +8,9% au mois de mars).

La ratification du RCEP par les Philippines à nouveau repoussée

Le Sénat philippin n'a toujours pas ratifié lors de sa dernière session le *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), signé par le président Rodrigo Duterte le 15 novembre 2020. Le RCEP est entré en vigueur le 1er janvier 2022 pour 15 pays de la zone. Aux Philippines, les discussions sont ralenties en raison des inquiétudes soulevées principalement par des groupes d'agriculteurs

(Federation of Free Farmers) depuis le signal envoyé par le retrait de l'Inde de l'accord (2019). Les discussions se poursuivront lors de la prochaine session sénatoriale qui se tiendra fin juillet.

Cambodge

Projet de production d'hydrogène « vert » au Cambodge et en Malaisie

Hydrogène de France (HDF) et la société malaisienne PESTECH International Berhard (PESTECH) ont signé un protocole d'accord valable 3 ans pour collaborer en vue de la production d'hydrogène vert à partir de centrales hydroélectriques au Cambodge et en Malaisie afin de contribuer à décarboner plusieurs secteurs de l'économie. Cette collaboration est conforme à la transition mondiale vers une énergie durable et permet à HDF d'accélérer son développement en Asie.

Nouveaux financements de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement

La Banque mondiale vient d'approuver un nouveau financement de 169 MUSD pour le 2ème projet de gestion des risques de catastrophes au Cambodge (Cambodia Southeast Asia Disaster Risk Management Project 2) afin d'améliorer la résilience aux catastrophes et au climat du réseau routier rural. Ce projet soutiendra la reconstruction de routes et de ponts dans les zones touchées par les inondations et renforcera la capacité du gouvernement. Le Cambodge devrait par ailleurs recevoir 965 MUSD de financement de la part de la Banque Asiatique de Développement (BAsD) sur la période 2023-2025 pour promouvoir le développement de plusieurs domaines prioritaires (infrastructures, finance, agriculture, éducation et santé).

Laos

Crise des changes et pénurie persistante de carburant

La Banque du Laos coopère avec le ministère de la Sécurité Publique afin de réprimer le commerce illégal de devises. Elle incite également les particuliers à réduire les importations de produits de luxe et encourage l'utilisation du kip laotien au détriment du dollar dans les transactions internes. Le gouvernement se concerte de son côté avec les banques commerciales afin de trouver de nouvelles sources de devises, notamment pour acheter du carburant. De nombreuses stations-service restent cependant fermées, tandis que des Laotiens appellent sur les réseaux sociaux le gouvernement à résoudre le problème. Des véhicules officiels ayant été vus au domicile de fonctionnaires ou sur des sites touristiques, le gouvernement a annoncé qu'il apposerait des stickers permettant l'identification de leurs utilisateurs.

Réouverture des frontières

Alors que 79,9% de la population laotienne a reçu à ce jour 1 dose de vaccin (68,6% en ayant reçu 2 doses et 20,6% en ayant reçu 3), le Laos a annoncé de nouveaux tarifs pour les visas touristes. Les visas délivrés à l'arrivée coûteront désormais 40 USD, à l'exception des visiteurs chinois ou vietnamiens, qui ne paieront que 20 USD. Les citoyens étrangers d'origine laotienne paieront le tarif standard, soit 40 USD par visa.

Birmanie

Limitation des exportations d'oléagineux et d'huiles alimentaires

Afin de minimiser l'impact sur les prix domestiques dans une contexte de baisse de l'offre internationale d'huiles de cuisson et plus généralement afin d'assurer la sécurité alimentaire, le ministère du Commerce vient de soumettre à licence obligatoire pour les exportations 18 nouvelles lignes tarifaires d'oléagineux (HS code), 110 lignes d'huiles alimentaires et 53 lignes de légumineuses. Cette disposition, qui s'appliquera à compter du 1er août 2022, vient s'ajouter à la liste de 38 produits de même nature qui font l'objet d'une licence depuis le 1er août 2020.

L'indice PMI repasse sous la barre des 50 points

Pour le mois de mai, l'indice des directeurs d'achats (PMI) a baissé légèrement à 49,9 contre 50,4 en avril. La production et les nouvelles commandes ont diminué après une légère amélioration le mois précédent. S'agissant des prix, l'inflation reste élevée dans un contexte de pénurie des approvisionnements, de taux de change défavorable pour les exportations et de matières premières plus onéreuses.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : <u>www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international</u>



Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Esma LAOUADI, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner:

<u>leonore.marteville@dgtresor.gouv.fr</u>; <u>eva.thach@dgtresor.gouv.fr</u>; <u>esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr</u>